

Conseil national du PCF  
23 mai 2008

Gilles Alfonsi, Saint-Denis

## **Notre adversaire intérieur : la résignation**

La question posée sur l'Europe et dans la perspective des élections européennes de 2009 est la question stratégique qui nous taraude ces dernières années : comment et avec qui construire une alternative politique à gauche ? Pouvons-nous produire par nous-mêmes seulement une dynamique politique capable de bousculer l'Europe libérale et de contribuer à refonder la construction européenne ?

Les occasions manquées précédemment pèsent évidemment sur la situation et desservent notre crédibilité, mais il existe toujours un espace politique, et un potentiel électoral, pour une gauche qui ne renonce pas.

A l'heure qu'il est, en France, la seule « alternative » à gauche aux discours hégémoniques de l'UMP et du PS est le discours de la LCR. Avec son talentueux leader, elle occupe l'espace de la critique radicale, certes uniquement protestataire et dénuée de l'intention de peser utilement dans les institutions et de construire.

De plus, nous savons que les coups politiques possibles du côté de l'écologie politique ou d'autres initiatives concrétisant le désir de politique dans la gauche alternative peuvent aussi peser lourd dans un tel scrutin. Dire cela, ce n'est pas être un prophète de malheur, c'est rappeler ce qui s'est passé aux précédents scrutins européens, et tirer les leçons de l'éparpillement de la présidentielle.

En l'absence d'initiatives politiques en direction du plus grand nombre possible d'acteurs, de France et de l'Union, nous nous confinerions dans un espace rabougri. En l'absence de partenaires, nous serions marginalisés.

Les syndicalistes nous le disent souvent : une organisation même majoritaire lançant seule une action mobilise beaucoup moins qu'un mouvement faisant converger différentes forces. Dans l'action revendicative, 2 + 1 + 1 fait beaucoup plus que 4. Aujourd'hui peut-être plus encore qu'hier, et cela demanderait à être réfléchi dans le cadre de la préparation du congrès, il en est de même en politique.

La question posée, donc, est d'engager avec d'autres un processus de travail de fond et de mobilisation sur les enjeux européens, sur l'alternative politique en Europe.

Nous savons très bien ce que nous devons éviter : un parcours solitaire, consistant uniquement à rallier des compagnons de route, avec à l'arrivée un nouvel éparpillement sur des votes d'impuissance, en lieu et place d'une dynamique politique. Autrement dit : se fixer comme objectif de refaire Bouge l'Europe dans les conditions d'aujourd'hui serait aller droit dans le mur, aboutissant à nous priver de représentation au Parlement européen.

Un an, c'est à la fois beaucoup et peu. C'est le temps nécessaire pour prendre des initiatives, réunir les conditions politiques d'une convergence politique, développer une dynamique populaire d'appropriation des enjeux européens, qu'un débat intellectuel ou de spécialistes, même de qualité, ne peut d'aucune manière remplacer.

Avec les expériences menées à l'occasion des élections municipales et cantonales, avec la persistance d'initiatives multiformes d'éducation populaire et autres collectifs citoyens, avec les initiatives comme celle de Politis, avec les prises de conscience possible dans le mouvement social qu'il faut le prolonger au plan politique, en écho aussi à la mobilisation lors de la campagne sur le traité constitutionnel, il est question de faire bouger le possible.

Participer à tous les cadres de réflexion et d'action sur l'Europe est pour cela une nécessité vitale. C'est aussi la meilleure manière de ne pas laisser les communistes désemparés, attentistes, inquiets, ou alors isolés dans leurs investissements locaux alors qu'il y a tant besoin de cohérence nationale, de coordination. Et c'est faire vivre le communisme d'aujourd'hui.

Il n'y a aucune fatalité à ce que nous engagions une traversée du désert par manque de courage, d'esprit critique et d'initiatives de notre direction.

Notre véritable adversaire intérieur, c'est la résignation.